

## Tendances conjoncturelles 4<sup>e</sup> trimestre 2018

### L'impact économique des mouvements sociaux de fin d'année à La Réunion : les résultats de l'enquête de l'IEDOM

**L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) publie sa note de conjoncture trimestrielle. L'IEDOM a interrogé les chefs d'entreprise sur l'impact de cette crise : chiffre d'affaires, trésorerie, difficultés financières, mesures mises en place, etc. Cette note de conjoncture apporte ainsi une vision inédite des conséquences économiques de la crise des Gilets jaunes.**

L'enquête menée par l'IEDOM révèle que la quasi-totalité des TPE et PME ont connu des perturbations, qui se sont traduites par des pertes de chiffre d'affaires. Les TPE ont davantage souffert de cette crise avec une dégradation plus importante de leur trésorerie. Les conséquences pourraient ainsi être plus lourdes pour les TPE, qui apparaissent aussi plus pessimistes sur les perspectives 2019.

#### **UNE FIN D'ANNÉE FORTEMENT PERTURBÉE PAR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES**

Les chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture portent un jugement défavorable sur la fin de l'année dernière. L'indicateur du climat des affaires (ICA) qui traduit cette opinion décroche de plus de 15 points à 84,7 points au quatrième trimestre 2018, soit son niveau le plus bas depuis cinq ans. Cette dégradation s'explique par les blocages liés au mouvement des Gilets jaunes qui ont fortement impacté l'activité économique de l'île entre novembre et décembre 2018. 85 % des dirigeants (TPE et PME) déclarent des pertes de chiffre d'affaires. La majorité des TPE déclare une perte de plus de 25 % tandis que pour les PME elle est majoritairement de moins de 25 %.

#### **DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES CONTRASTÉES**

Cette perte de chiffre d'affaires et, dans une moindre mesure, l'allongement des délais de paiement subi ont eu peu ou pas d'impact sur la trésorerie de la majorité des PME, à l'inverse des TPE. En effet, 6 dirigeants de TPE sur 10 déclarent de fortes dégradations de leur trésorerie, engendrant des problèmes de paiement des fournisseurs ou des salaires. Pour aider les entreprises à surmonter ces difficultés, des mesures d'urgence ont rapidement été annoncées, incluant notamment de la part des administrations sociales et fiscales la possibilité de reporter certaines échéances.

Les blocages routiers ont eu également pour conséquence de limiter les possibilités de déplacement des salariés, nécessitant pour certaines entreprises des mesures spécifiques. Ainsi, 6 PME sur 10 ont procédé à des mises en congé forcé de tout ou partie du personnel et 28 % ont eu recours au chômage partiel. Les banques locales se sont également engagées à un soutien spécifique pour les entreprises mises en difficulté par les événements. 78 % des PME et 60 % des TPE sont satisfaits du soutien des banques.

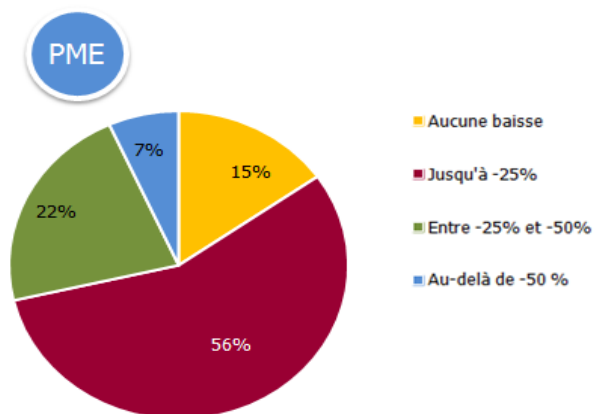
#### **UN BILAN LOURD POUR L'ENSEMBLE DES SECTEURS**

Selon les chefs d'entreprise, l'activité du quatrième trimestre 2018 a été fortement dégradée pour tous les secteurs, dans un contexte de blocage des axes routiers par le mouvement des Gilets jaunes. Les entreprises des industries agroalimentaires, du commerce et du tourisme ont été les plus touchées durant cette période.

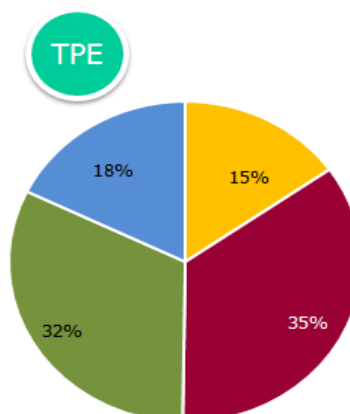
Le secteur du **commerce** est particulièrement touché par le mouvement des Gilets jaunes, les petits commerces notamment. Les perspectives pour 2019 restent mitigées, un quart des PME du secteur du commerce interrogées estime que leur activité sera fortement dégradée contre un tiers des TPE.

La totalité des PME **touristiques** interrogées déclare avoir subi une baisse de chiffre d'affaires. Les blocages routiers ont poussé de nombreux touristes à raccourcir leur séjour, tandis que d'autres ont annulé ou reporté leurs vacances dans l'île. Les professionnels du tourisme sont nombreux à estimer que cette crise aura une forte dégradation sur leur activité en 2019.

## Conséquences sur le chiffre d'affaires des...

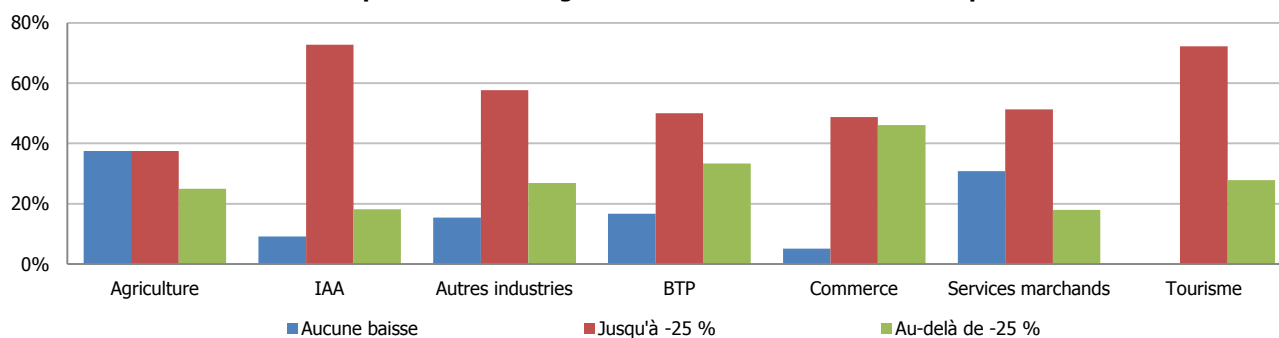


Source : IEDOM, enquête auprès des PME



Source : IEDOM, enquête auprès des TPE

## Conséquences des blocages sur le Chiffre d'affaires des PME par secteur



Source : IEDOM, enquête auprès des PME

Pour lire la publication : [Tendances conjoncturelles du 4e trimestre 2018.](#)

**L'IEDOM** assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, dont la monnaie est l'euro. Société immatriculée au RCS Paris, il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Les publications de l'IEDOM sont téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).

Contact presse : [etudes-reunion@iedom-reunion.fr](mailto:etudes-reunion@iedom-reunion.fr) ou par tél. au 02 62 90 71 23